

Cotisations en affaires directes France

	2010® (Mds €)	Evol. 2010®	Evol. fin sept. 2011
Ensemble assurances	207,2	+ 3,8 %	- 7 %
Assurances de personnes	161,2	+ 4,3 %	- 10 %
dont vie et capitalisation	143,8	+ 4,3 %	- 11 %
- euros	123,2	+ 3,8 %	- 13 %
- UC	19,3	+ 7,2 %	- 4 %
dont maladie / acc. corporels	17,4	+ 4,0 %	+ 1 %
- frais de soins	9,6	+ 6,0 %	- 1 %
- incapacité - invalidité - dépendance	7,8	+ 1,7 %	+ 4 %
Provisions mathématiques vie	1 316	+ 7,1 %	+ 2 %
dont UC	219	+ 5,7 %	- 7 %
Assurances de biens et de responsabilité	46,0	+ 2,3 %	+ 4,0 %
dont automobile	18,3	+ 2,7 %	+ 4,0 %
dont flottes entreprises	1,7	- 3,5 %	+ 1,0 %
dont MRH (habitation)	7,9	+ 5,1 %	+ 6,0 %
dont professionnels	5,9	+ 0,5 %	+ 3,0 %
dont RCG	3,4	- 1,7 %	0,0 %
dont construction	2,3	- 2,1 %	- 0,5 %

Le repli de l'assurance vie fait fléchir l'ensemble de l'assurance française (- 7 %).

L'environnement financier est toujours défavorable à l'assurance vie dont les cotisations collectées baissent de 11 % à fin septembre.

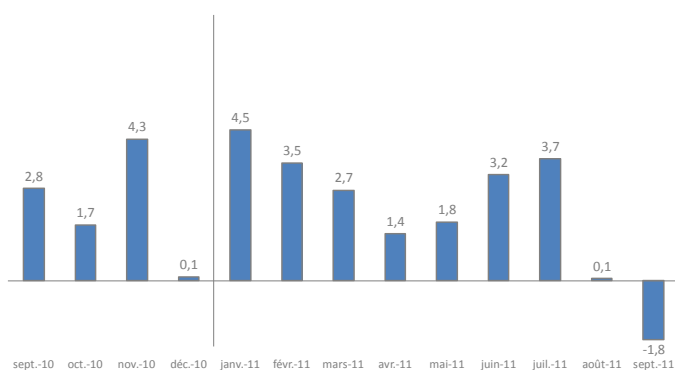
La hausse des prestations versées s'est sensiblement accélérée en septembre (+ 19 % sur 9 mois), entraînant une collecte nette négative sur ce mois (la première depuis décembre 2008). En cumul sur 9 mois la collecte nette atteint 19,2 milliards d'euros et demeure supérieure à celle des livrets A et LDD (16,4 milliards d'euros).

Les cotisations santé sont en recul (- 1 %) sous l'effet de la taxe CMU.

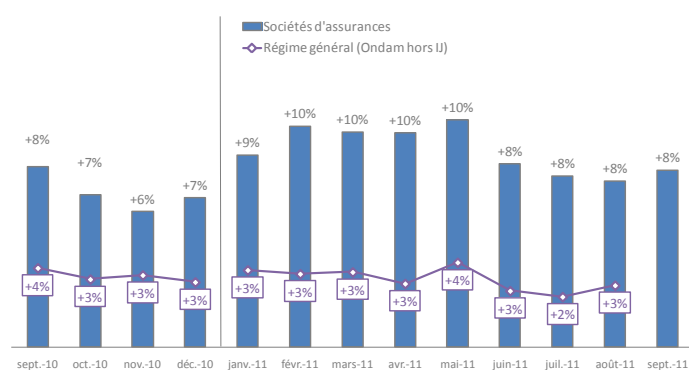
L'accélération de la croissance des assurances de biens et responsabilité se confirme sur les 9 premiers mois (+ 4 % contre + 2,3 % sur l'année 2010).

Cette évolution permettra aux principales branches un retour vers les équilibres techniques mis à mal ces dernières années principalement par des événements climatiques d'envergure et une très rude concurrence.

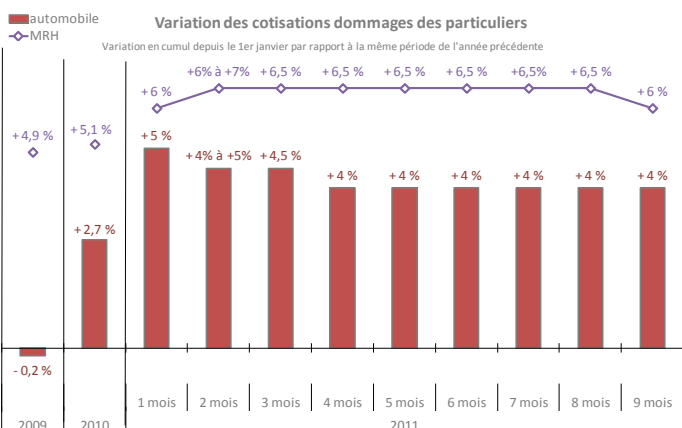
Collecte nette mensuelle en assurance vie (en Mds €)



Variation des prestations versées au titre des garanties soins de santé des contrats à adhésion individuelle

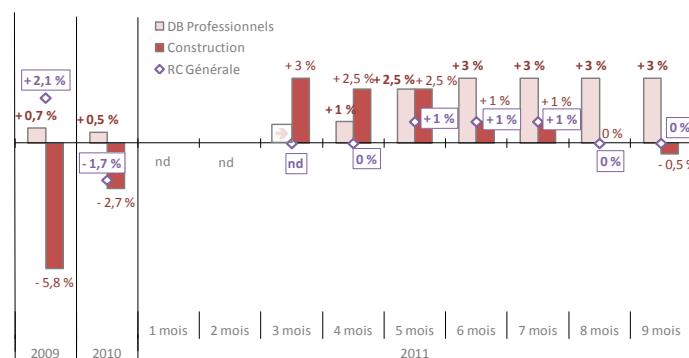


Variation en cumul depuis le 1er janvier par rapport à la même période de l'année précédente



Variation des cotisations dommages des professionnels

Variation en cumul depuis le 1er janvier par rapport à la même période de l'année précédente



Environnement économique et financier

Taux de court terme (Euribor 3 mois)
Taux du livret A
Taux de long terme (TEC 10)
CAC 40

Prix immobilier ancien (FNAIM)

Inflation

Consommation des ménages

Taux d'épargne des ménages

Investissement des entreprises

Taux de chômage (sens BIT)*

Prix moyen des carburants (Min. de l'Économie, des Finances et de l'Ind.)

PIB en valeur (Md€)

Evolution en volume

Niveaux ou évolutions à fin octobre 2011

1,59 (+ 0,04 pt / mois)

2,25 %

3,14 % (+ 0,49 pt / mois)

3 243 (- 14,8 % / fin 2010)

+ 7,0 % (3T11 / 3T10)

+ 2,2 % (sept. 2011 / sept. 2010)

+ 0,2 % à fin septembre 2011

17,0 % (2T11)

+ 5,2 % / prév. 2011

9,1 % (2T11)

+ 13,7 % (sept. 2011 / sept. 2010)

494 (2T11)

0 % (2T 2011 / 1T 2011)

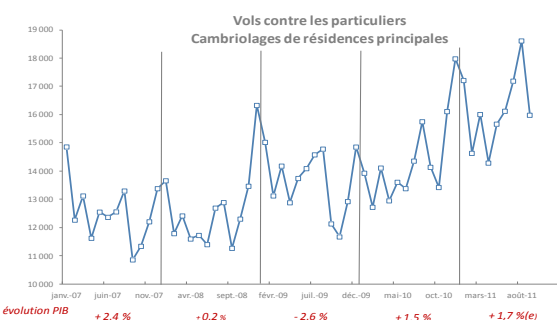
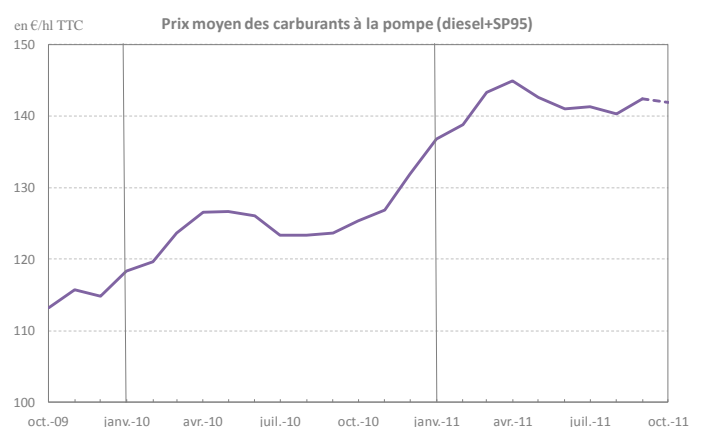
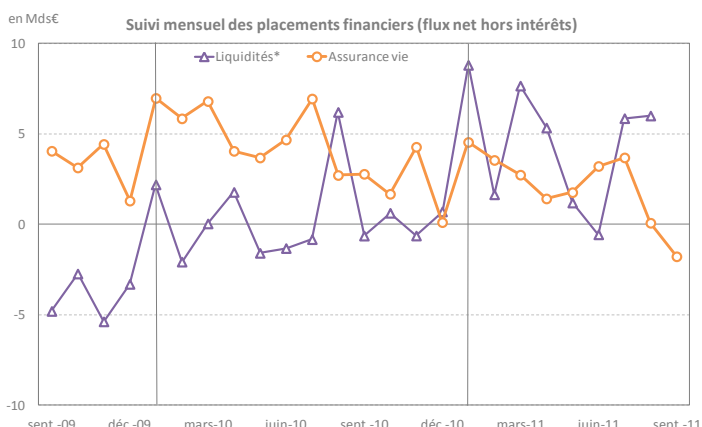
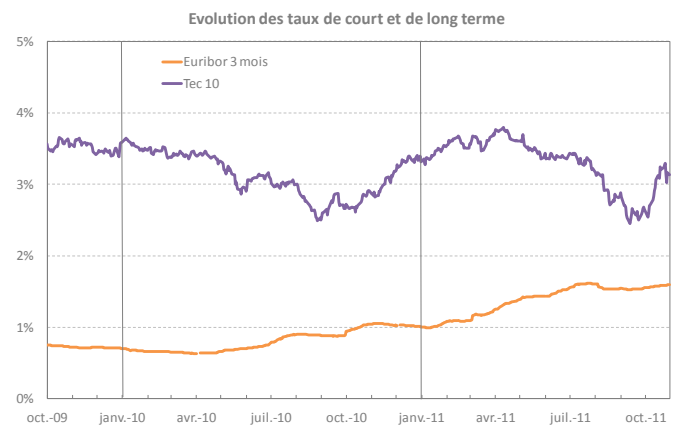
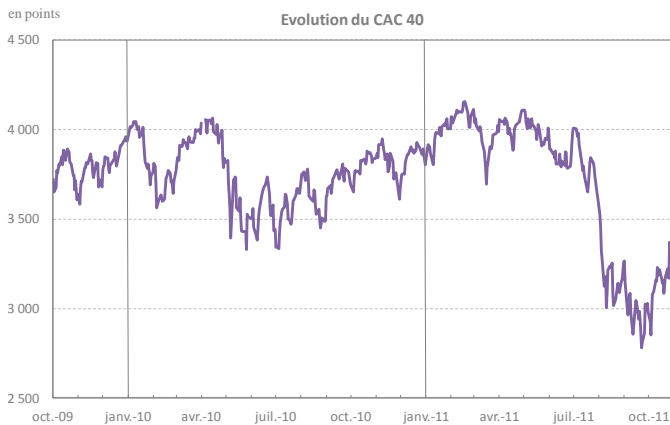
L'accord trouvé lors du dernier sommet européen a permis d'éloigner les menaces engendrées par la dette grecque. L'effacement de la moitié de son niveau et la demande d'un effort de recapitalisation des banques de l'Union en sont les deux principales mesures et avaient rassuré les marchés financiers.

L'annonce, le 31 octobre, d'un prochain référendum en Grèce a refroidi sensiblement les espoirs et relancé les inquiétudes sur la zone euro.

En France, le gouvernement va ramener sa prévision de croissance pour 2012 de 1,75 % à 1 %. Il lui faudra éviter que le resserrement budgétaire qui va en découler ne soit pas un frein supplémentaire à la reprise de l'activité

Après une remontée à 3,30%, les taux de long terme faiblissent de nouveau fin octobre.

(*) France métropolitaine



Forte augmentation des cambriolages

D'après les chiffres de l'Observatoire national de la délinquance (ONDPR), 193 227 cambriolages de locaux d'habitations principales ont été constatés entre octobre 2010 et septembre 2011, soit une hausse de 17,5% par rapport aux 12 mois précédents.

Si les causes sont multiples et difficiles à cerner, la crise et la flambée du cours des métaux précieux sont généralement évoquées.

D'après une étude INSEE-ONDPR (oct. 2010), le montant moyen du préjudice matériel est inférieur à 700 € lors des tentatives avec dégâts, avoisine 1 500 € pour les vols dans la résidence principale mais pas dans le logement et se situe à plus de 6 400 € pour les cambriolages avec vols dans le logement.